

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet CHARRIOT ÉLÉVATEUR TERRAIN ACCIDENT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-155262/A	Date 2015-10-21
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-155262	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-604-68188	
File No. - N° de dossier hs604.W8476-155262	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-12-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bertrand(hs604), Alain	Buyer Id - Id de l'acheteur hs604
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-4025 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8476-155262/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hs604W8476-155262

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs604

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8476-155262

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page a été laissé en blanc délibérément.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Accords commerciaux
- 1.4 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables - Soumission
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignement supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Capacité financière

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin - Contrat
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Responsables
- 7.5 Paiement
- 7.6 Facturation
- 7.7 Attestations

W8476-155262/A

- 7.8 Lois applicables - Contrat
- 7.9 Ordre de priorité des documents
- 7.10 Clauses du guide des CCUA
- 7.11 Inspection et acceptation
- 7.12 Préparation pour la livraison
- 7.13 Expédition - livraison à destination
- 7.14 Livraison et déchargement
- 7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat
- 7.16 Outils et équipement en vrac
- 7.17 Assemblage/Préparation à la livraison
- 7.18 Interchangeabilité

Pièces jointes

Annexe A - Établissement des prix

Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Description d'achat

Questionnaire de renseignements techniques

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent l'Annexe A - Établissement des prix, Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation, la description d'achat, le questionnaire de renseignements techniques.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat de quatre (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires, incluant la séance de formation pour les opérateurs et les personnes chargées de la maintenance, conformément à la description d'achat pour Charriots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015 ci-jointe et tel que décrit à l'Annexe A - Établissement des prix.

Ce besoin inclut une option pour une quantité allant jusqu'à huit (8) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie (ALÉCCO) de l'Accord de libre-échange entre et le Canada et le

Pérou (ALÉCP), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama (ALÉCPA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumission. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services, besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 05.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

Insérer : Les soumissions seront valables pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils à compter de la date de clôture de la demande de soumissions.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables - soumission

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achat contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

La première page de la demande de proposition signée par le soumissionnaire ou son représentant autorisé (1 copie signée)

Section I: Soumission technique (2 copies papier)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient soumettre, avec leur soumission, le questionnaire de renseignements techniques dûment complété .

3.1.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange où « doit^(E) », « doivent^(E) », « devra^(E) » ou « devront^(E) » est indiqué dans la description technique du besoin (Description d'achat/Énoncé du besoin/Énoncé des travaux).

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire:

- a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
 - b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;
 - c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
 - d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
 - e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
 - f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.
2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si:
- a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit;
 - b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin;
3. Les soumissionnaires sont incités à proposer des produits écologiques chaque fois que possible.



Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement spécifiée à la Partie 7 et avec l'Annexe A - Établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires devraient compléter l'annexe A et la soumettre avec leur soumission.

3.1.2 Clauses du guide des CCUA

3.1.2.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire PWGSC-TPSGC 450 , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire PWGSC-TPSGC 450  pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.3 Meilleure date de livraison - soumission

3.1.3.1 Quantité ferme

Bien que la livraison pour le véhicule/l'équipement soit demandée pour le 30 mars 2016, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 001 – quatre (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

3.1.3.2 Quantité optionnelle

La meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

W8476-155262/A

Article 002 - Si une option est exercée, jusqu'à huit (8) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires seront livrés dans les _ semaines/jours civils.

3.1.4 Représentants du fournisseur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

3.1.5 Service après-vente

Pour BFC Edmonton

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

Pour BFC Suffield

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

3.1.6 Période de garantie courante du fabricant

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la garantie courante du fabricant pour le véhicule/l'équipement et ses composants qui dépasse la période de garantie minimale de **douze (12) mois**. Les garanties courantes additionnelles du fabricant tirées des composants/sous-ensemble du fabricant d'équipement original feront parties du contrat proposé.

3.1.7 Période de la garantie prolongée

Le Canada demande que le soumissionnaire indique si une période de la garantie prolongée est offerte qui dépasse la période minimale de douze (12) mois.

Si oui, le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la période de la garantie prolongée offerte à l'égard du véhicule/équipement et de ses composants, ainsi que sur le prix.

Toute période de la garantie prolongée ne sera pas inclus dans l'évaluation financière.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les preuves de conformité requises dans la description d'achat et dans le questionnaire de renseignements techniques.

4.1.1.2 Produits de remplacement et/ou solutions de rechange

Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise (conformément à la Partie 3, section 1, article 1. Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

4.1.2 Critères d'évaluation financiers obligatoires

4.1.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Établissement des prix pour les articles 001, 002, 004 et 005.

4.1.2.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadien, rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000 pour l'article 001 (quantité ferme) et FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000 pour les articles 002 (quantité optionnelle), 004 et 005 (séance de formation pour l'opérateur et la maintenance optionnelle), les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus, rendu droits acquittés.

4.1.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées sur un prix global pour la quantité ferme, la quantité optionnelle et les séances de formation pour l'opérateur et la maintenance (option) comme suit:

- a) Les prix de lot fermes pour la quantité ferme seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité ferme;
- b) les prix de lot fermes pour la quantité optionnelle seront multipliés par les quantités estimative identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité optionnelle;
- c) les prix unitaires fermes pour les séances de formation d'opérateurs (option) seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la séance d'instruction de familiarisation (option);

- d) les prix unitaires fermes pour les séances de formation pour la maintenance (option) seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la séance d'instruction de familiarisation (option);
- e) la somme de tous les prix évalués déterminera le prix global évalué.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais ils peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

W8476-155262/A

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.2 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

Ou

W8476-155262/A

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre ré-usinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification éco-énergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumission ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Référence de CCUA	Titre	Date
A9033T	Capacité financière	2012-07-16

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin - contrat

L'entrepreneur doit fournir quatre (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires, incluant la séance de formation pour les opérateurs et les personnes chargées de la maintenance, conformément à la description d'achat pour Charriots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015 et à l'Annexe A - Établissement des prix.

Une option pour une quantité de jusqu'à huit (8) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires est incluse, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

7.1.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par l'autorité technique. Tous les produits de remplacement et les solutions de rechange doivent être équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement à ce qui est remplacé et doit être sans frais supplémentaires pour le Canada. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents ne seront acceptables qu'une fois approuvés par l'autorité technique comme équivalents. Une modification au contrat ou le formulaire complété de modification ou modèle ou écart autorité sera émis.

Si l'autorité technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange et que l'entrepreneur ne peut respecter les exigences techniques, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales stipulées dans le contrat.

7.1.2 Biens optionnels et(ou) services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, services ou les deux qui sont décrits dans les présentes, selon les mêmes conditions et aux prix établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'option pourra être exercée, à la discrétion du Canada, au complet, ou en partie ou à une ou plusieurs occasions, jusqu'à la quantité maximale identifiée dans le contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois à partir de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique et l'autorité contractante de tout changement à la conception qui pourrait modifier l'achat de véhicules/équipements additionnels.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2010A (2015-09-03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 09 intitulé Garantie des conditions générales 2010A est modifié comme suit:

Le paragraphe 2 est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Si les travaux de réparation sous garantie ne peuvent être commencés dans les deux (2) jours ouvrables et terminés dans un délai raisonnable ou si l'entrepreneur ne dispose pas d'installations de réparation dans le voisinage immédiat (à moins de 100 kilomètres) des points de livraison (destinataires) précisés, le Canada se réserve le droit de faire exécuter les réparations, puis de se faire rembourser par l'entrepreneur au taux horaire de main-d'œuvre de 103,91\$ et pour le coût des pièces remplacées.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison du véhicule/équipement doit être effectuée comme suit :

Quantité ferme

Article 001 – quatres (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Quantité optionnelle

Article 002 - Si l'option est exercée, jusqu'à huit (8) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils après qu'une option est exercée.

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Alain Bertrand
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
Place du Portage, Phase III, 7B1
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone: 819-956-4025
Télécopie: 819-956-5227
Courriel: alain.bertrand pwsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Autorité pour les achats

L'autorité pour les achats pour le contrat est :

À être inséré par TPSGC

DLP
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

L'autorité des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'autorité des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Autorité technique

L'autorité technique pour le contrat est :

À être inséré par TPSGC

Quartier général de la Défense nationale

Édifice Major-général George R. Pearkes

101, promenade Colonel By

Ottawa (Ontario) K1A 0K2

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.4 Représentant de l'entrepreneur

Renseignements généraux

Nom : À être inséré par TPSGC

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

Suivi de la livraison

Nom : À être inséré par TPSGC

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

7.4.5 Service après-vente

Pour BFC Edmonton

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par TPSGC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Pour BFC Suffield

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par TPSGC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Établissement des prix et selon ce qui suit:

7.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

7.5.1.2 Base de paiement (BDP) Type 2

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

7.5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

Prix à être négocié en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

Les coûts de transport seront négociés alors que le Canada a l'intention d'exercer une option et a identifié les quantités et les destinations en vigueur. À la demande du Canada, en tant que base de négociation, l'entrepreneur doit fournir le prix du transport(s) et les informations pertinentes.

7.5.1.4 Base de paiement (BDP) Type 4

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=90&hl=1&lang=fra&merge=2>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.

7.5.2 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

7.5.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1



taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour

ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

7.6 Facturation

7.6.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. Les factures ne doivent pas être soumises avant la livraison, l'inspection et l'acceptation du véhicule/équipement/service.
3. Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total de la facture, avant l'application de la retenue de garantie. Au moment de la demande de la retenue de garantie, il n'y aura pas de taxes à payer car celles-ci auront été réclamées et payées sous la facture précédente pour le véhicule/équipement/service.
4. Suite à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur peut soumettre une facture pour le déblocage de la retenue de garantie.
5. Chaque facture doit être appuyée par:
 - (a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
6. L'entrepreneur est prié de fournir les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.
7. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - (a) L'original doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour acceptation et paiement.

(b) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

(c) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

7.6.2 Retenue de garantie

1. Le Canada retiendra dix (10) pour cent sur tout paiement final dudit véhicule/équipement/service (articl 001 et 002) jusqu'à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service.
2. Suivant la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur doit soumettre une facture, pour le déblocage de la retenue de garantie, en conformité avec les « Instructions relatives à la facturation » évoquées dans ce contrat.

7.7 Attestations

7.7.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.8 Lois applicables - contrat

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2015-09-03) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A - Établissement des prix;

W8476-155262/A

- d) Description d'achat pour Charriots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015
- e) Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation
- f) La soumission de l'entrepreneur (à être inséré par TPSGC) en date du, telle que modifiée (à être inséré par TPSGC).

7.10 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneur canadien	2014-11-27
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)	2010-08-16
G1005C	Assurances	2008-05-12

7.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique ou son représentant sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de la description d'achat et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.12 Préparation pour la livraison

1. Le véhicule/l'équipement doit être desservi, ajusté et être en condition pour utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire à la destination finale de livraison.
2. La livraison de tous les véhicules/équipements doit se faire sur rendez-vous seulement. Les livraisons de véhicules sans rendez-vous pourront être refusées. Lorsque le transporteur doit retourner faute de ne pas avoir pris de rendez-vous, le Canada n'est pas tenu de payer pour les coûts additionnels.

7.13 Expédition - livraison à destination

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (en conformité avec l'annexe A - Établissement des prix) indiqué ci-dessous. À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.

2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la personne désignée à l'annexe A - Établissement des prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

7.14 Livraison et déchargement

Les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant d'effectuer le déchargement dans les endroits dépourvus d'installation de déchargement hydraulique, fixe ou autre.

7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.16 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

7.17 Assemblage/Préparation à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules/équipement livrés. L'assemblage/Préparation à la livraison doivent être effectués sans frais supplémentaires pour le Canada.

7.18 Interchangeabilité

À moins de modifications autorisées par l'autorité contractante, tous les véhicules/équipements fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de même marque et de modèle, et tous les assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

ANNEXE A - ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Article 001 - Chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés (**Quantité ferme**)

L'entrepreneur doit livrer quatre (4) chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés et les articles auxiliaires tels que, mais sans s'y limiter, les manuels du véhicule, la lettre de garantie, l'ensemble des pièces initiales et la fiche signalitique incluant la séance d'instructions de familiarisation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) _____ Modèle: (à être inséré par TPSGC) _____

Destination A

Trois (3) chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC ASU SUP Edmonton
Section Équipement Majeur
Replenishment Company (CMTT)
Rue 107 et avenue 137, Édif C8
Edmonton, AB T5J 4J5

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC) _____

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination B

Un (1) chariot élévateur à fourche pour terrain accidenté et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Suffield
Section Approvisionnement de base
Suffield, AB T0J 2N0

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC) (_____)

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Article 002 - Chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit livrer jusqu'à huit (8) chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés et les articles auxiliaires tels que, mais sans s'y limiter, les manuels du véhicule, , les manuels du véhicule, la lettre de garantie, l'ensemble des pièces initiales et la fiche signalitique excluant la séance d'instructions de familiarisation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur tel que décrit à la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) _____ Modèle: (à être inséré par TPSGC)

Article 003 - Coût de transport (quantités optionnelles)

Si une option est exercée en conformité avec l'article 002 ci-dessus, l'entrepreneur doit livrer le véhicule/équipement à la destination comme suit:

Quantité: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

Le chariots élévateurs à fourches pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

(à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

Prix négociés de \$(à être négocié si une option est exercée) par véhicule/équipement, pour les coûts de transport, rendu droit acquittés à destination (DDP) (... lieu de destination convenu), en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 3.

(L'article 003 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 004 - Séance de formation d'opérateurs (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à huit (8) séances de formation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015.

W8476-155262/A

Prix unitaire ferme _____ \$ par séance d'instructions de familiarisation en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Article 005 - Séance de formation pour la maintenance (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à huit (8) séances de formation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 2 septembre 2015.

Prix unitaire ferme _____ \$ par séance d'instructions de familiarisation en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Article 006 - Frais de déplacement et de substances – Directive sur les voyages du Conseil national mixte pour les séances d'instructions de familiarisation (Option)

L'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de familiarisation à:

(à être inséré par TPSGC si l'option est exercée)

Coût estimatif: \$(à être inséré par TPSGC si une option est exercée) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 4.

(L'article 006 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 007 - Prolongation de la période de garantie

Si la période de garantie est prolongée pour une période additionnelle de _____ mois/jours civils, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et les taxes applicables sont en sus.

(L'article 007 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

W8476-155262/A

ANNEXE « B »

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE
D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

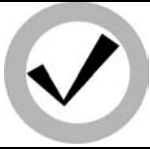
B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

W8476-155262/A

() B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

() B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



AVIS

La présente documentation a été revue par le responsable technique et ne contient pas de biens contrôlés.

L'équipement de manutention du matériel des Forces canadiennes

Description d'achat (DA) pour chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés

02 septembre 2015

OPI/BPR : DSVPM 4/DAPVS 4
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la défense

TABLE DES MATIÈRES

1.	PORTÉE	3
1.1	Portée	3
1.2	Instructions	3
1.3	Définitions	4
1.4	Tableau de résumé des exigences	4
2	DOCUMENTS APPLICABLES	6
2.1	Documents fournis par le gouvernement	6
2.2	Autres documents	6
3.	EXIGENCES	7
3.1	Conception standard	7
3.2	Conditions d'exploitation	7
3.3	Normes de sécurité	8
3.4	Rendement	8
3.5	Équipement	9
3.6	Poste de l'opérateur	13
3.7	Châssis	14
3.8	Moteur	14
3.9	Boîte de vitesses	16
3.10	Système de freinage	16
3.11	Direction	16
3.12	Roues, jantes et pneus	17
3.13	Commandes	17
3.14	Instruments	17
3.15	Circuit électrique	17
3.16	Éclairage	17
3.17	Système hydraulique	18
3.18	Lubrifiants et liquides hydrauliques	18
3.19	Système de graissage automatique	18
3.20	Peinture	18
3.21	Identification	18
3.22	Instruments, décalcomanies et plaques de données	19
4.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	20
4.1	Documentation et articles de soutien	20
4.2	Formation	23
5.	ÉTAT À LA LIVRAISON	23
6.	ESSAIS D'ACCEPTATION	24

1. PORTÉE

- 1.1 **Portée** - La présente description d'achat porte sur les exigences concernant les chariots élévateurs à fourche de type conducteur assis, à moteur diesel, à 4 roues directrices, à 4 roues motrices et pour terrains accidentés.
- 1.2 **Instructions** - Les instructions suivantes s'appliquent à la présente description d'achat :
- 1.2.1 Les exigences, qui sont identifiées par le verbe « **devoir** » conjugué, sont obligatoires. Les écarts ne seront pas permis;
- 1.2.2 Les exigences identifiées par le verbe « **devoir**^(E) » conjugué sont obligatoires. L'autorité technique considérera les substituts/alternatives aux fins d'acceptation à titre d'équivalents;
- 1.2.3 Les exigences identifiées par un verbe au futur définissent des actions à effectuer par le gouvernement du Canada et ne nécessitent aucune action/obligation de la part de l'entrepreneur;
- 1.2.4 Lorsque les verbes « **devoir** » et « **devoir**^(E) » conjugués, ou les verbes au futur, ne sont pas utilisés, les renseignements fournis le sont à titre indicatif seulement;
- 1.2.5 Dans le présent document, le mot « fourni » **doit** signifier « fourni et installé »;
- 1.2.6 Lorsqu'une norme est spécifié et l'entrepreneur a offert une équivalence, cette norme d'équivalence **doit** être fournie, sur demande, par l'entrepreneur;
- 1.2.7 Lorsqu'une certification technique est mentionné dans cette description d'achat, une copie de la certification ou une preuve de conformité acceptable **doit** être fourni sur demande par l'autorité technique jusqu'à la date de l'expiration de la période de garantie;
- 1.2.8 Bien que le system « SI » **doit** être utilisées en tant que système de mesure primaire pour définir l'exigence, les deux système « SI » et le système standard de mesures sont utilisés en généraux dans cette d'escription d'achat. Les autres mesures sont données à titre de références seulement et pourraient ne pas être des conversions exactes;

1.2.9 Les dimensions identifiées comme nominales **doivent** être traitées comme des dimensions approximatives. Les dimensions nominales reflètent une méthode par laquelle les matériaux et les produits sont généralement identifiés pour la vente commerciale; cependant, elles diffèrent des dimensions réelles.

1.3 **Définitions** - Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation de la présente description d'achat :

1.3.1 « Autorité technique » - Le représentant du gouvernement responsable du contenu technique de la présente exigence;

1.3.2 « Équivalent » - Une norme, un moyen ou un type de composant qui a été accepté par l'autorité technique comme répondant aux exigences spécifiées en matière de forme, d'adéquation, de fonction et de rendement.

1.4 **Tableau de résumé des exigences** - Les chariots élévateurs à fourche sur lesquels porte la présente description d'achat sont représentés comme des configurations. Le tableau suivant indique le rendement et les caractéristiques pour chaque configuration:

			CONFIGURATIONS	
CARACTÉRISTIQUE	CLAUSE	UNITÉS	A	B
CAPACITÉ DE LEVAGE	3.4.2(a)	kg	4 535	
		lb	10 000	
CENTRE DE CHARGE	3.4.2(a)	mm	610	
		po	24	
HAUTEUR DE LEVAGE	3.4.2(c)	mm	3 658	
		po	144	
HAUTEUR HORS TOUT	3.4.2(d)	mm	2 845	
		po	112	
DÉPLACEMENT LATÉRAL	3.4.2(e)	mm	100	
		po	4	

2. DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Documents fournis par le gouvernement - NE S'APPLIQUE PAS

2.2 Autres documents - Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Les sites internet de l'organisme sont donnés lorsqu'ils sont disponibles. Sauf avis contraire, le document en vigueur pour la présente description d'achat **doit** être celui qui l'était à la date de fabrication. Les sources sont les suivantes :

2.2.1 Normes CAN/CSA

CAN/CSA-B335-04 *Norme de sécurité pour les
 chariots élévateurs*

CAN/CSA Z107.56-13 *Méthodes de mesure de l'exposition au
 bruit en milieu de travail*

Association canadienne de normalisation (CSA)

5060 Spectrum Way

Mississauga (Ontario) L4W 5N6

<http://www.csa.ca/Default.asp?language=English>

2.2.2 Normes UL

UL 558 *Standard for Safety, Industrial Trucks, Internal
 Combustion Engine-Powered*

Laboratoires des assureurs du Canada

7 Crouse Road

Scarborough (Ontario) M1R 3A9

<http://www.ulc.ca/>

2.2.3 Normes ANSI

ANSI/ITSDF B56.6 *Standard for Safety for Rough Terrain
 Forklift Trucks*

Industrial Truck Standards Development Foundation

1750 K Street NW, Suite 460

Washington DC 20009 États-Unis

<http://www.itsdf.org/>

2.2.4 Normes SAE

SAE J1310 *Electric Engine Preheaters and Battery Warmers
 for Diesel Engines Information Report*

Society of Automotive Engineers Inc.

400 Commonwealth Drive

Warrendale PA 15096

<http://www.sae.org>

2.2.4 Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail

Ministère de la Justice

Gouvernement du Canada

<http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/regulations/sor-86-304/>

3. EXIGENCES

3.1 Conception standard

- 3.1.1 Le chariot élévateur **doit** être le plus récent modèle d'un fabricant qui a démontré que ses produits sont acceptés par l'industrie en fabricant et en vendant ce type et cette taille de véhicules pendant au moins un (1) an;
- 3.1.2 Le chariot élévateur **doit** avoir une certification technique disponible, sur demande, pour cette application auprès des équipementiers d'ensembles et de systèmes d'équipement importants;
- 3.1.3 Le chariot élévateur **doit** être conforme à la totalité des normes industrielles, des règlements et des lois applicables régissant la fabrication, la sécurité, les niveaux de bruit et les émissions au Canada au moment de la fabrication;
- 3.1.4 Le chariot élévateur **doit** être muni de systèmes et de composants ne fonctionnant pas au-delà de leurs cotes publiées par les fabricants de systèmes ou de composants;
- 3.1.5 Le chariot élévateur **doit** comprendre la totalité des composants, de l'équipement et des accessoires normalement fournis pour le modèle offert, bien que ces composants, cet équipement et ces accessoires pourraient ne pas être décrits spécifiquement dans la présente description d'achat.

3.2 Conditions d'exploitation

- 3.2.1 Conditions climatiques - Le chariot élévateur **doit** démarrer et fonctionner dans les conditions climatiques au Canada à des températures allant de -40 °C à 40 °C (-40 °F à 104 °F).
- 3.2.2 **Terrain** - Le chariot élévateur **doit** pouvoir être utilisé sur des planchers de béton détériorés par l'usure et des surfaces pavées extérieures détériorées tout en étant utilisé pour empiler, désempiler et déplacer des fournitures générales dans des entrepôts et autour d'entrepôts. Le véhicule **doit** pouvoir être utilisé hors route (p. ex. sites de construction, terrains vagues et pistes de terre). Les conditions du terrain **doivent** comprendre une utilisation toute l'année dans de la neige, de la boue, du sable et sur de la glace.

3.3 Normes de sécurité

3.3.1 Niveau de bruit - Les niveaux de bruit du chariot élévateur **doivent** respecter les exigences de la législation concernant alinéa 7.4 de le *Règlement de canadien sur la sécurité et la santé au travail* au poste de l'opérateur et à l'extérieur du véhicule pour des expositions de 8 heures pendant une période de 24 heures. Les mesures doivent être prises conformément à la norme CAN/CSA Z107.56-13.

3.3.2 Sécurité du véhicule - Tous les aspects de conception, fabrication et de sécurité des véhicules **doivent** être conformes à la norme ANSI/ITDSF B56.6.

3.3.3 Cote de sécurité « D »

a) Le chariot élévateur **doit** être fabriqué de façon à répondre aux exigences d'une cote « D » conformément à la norme UL 558;

3.4 Rendement

3.4.1 Rendement du véhicule

- a) Le chariot élévateur, chargé à la CAPACITÉ DE LEVAGE donnée dans le tableau de résumé des exigences, **doit** avoir une vitesse vers l'avant d'au moins 20 km/h (12,5 mi/h);
- b) Le chariot élévateur, chargé à la CAPACITÉ DE LEVAGE donnée dans le tableau de résumé des exigences, **doit** être capable de grimper une pente d'au moins 35 %.

3.4.2 Rendement du chariot élévateur

- a) Le chariot élévateur (sans stabilisateur) **doit** avoir une capacité de charge au moins équivalente à la CAPACITÉ DE LEVAGE donnée dans le tableau de résumé des exigences au CENTRE DE CHARGE donné dans le tableau;
- b) La capacité de charge ne **doit** pas réduire la charge à une valeur inférieure à la CAPACITÉ DE LEVAGE sous une hauteur de levage de 2 540 mm (100 po);
- c) Le chariot élévateur **doit** atteindre une hauteur de levage au moins équivalente à la HAUTEUR DE LEVAGE du tableau de résumé des exigences. Cela sera mesuré du plancher au sommet de la fourche avec le mât en position verticale déployée;

-
- d) Le chariot élévateur **doit** avoir une hauteur hors tout à son point le plus élevé (avec le mât rentré et en position verticale) d'au plus la HAUTEUR HORS TOUT du tableau de résumé des exigences;
 - e) Le chariot élévateur **doit** avoir un déplacement latéral au moins équivalent au DÉPLACEMENT LATÉRAL donné dans le tableau de résumé des exigences.

3.4.3 Dimensions

- a) Le chariot élévateur **doit** avoir un dégagement entre son point fixe le plus bas et le sol d'au moins 305 mm (12 po);
- b) Le chariot élévateur **doit** avoir des angles d'approche et de départ d'au moins 25 degrés.

3.5 Équipement

3.5.1 Équipement d'application

a) Mât

- i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'un mât vertical hydraulique et télescopique ayant une capacité d'inclinaison vers l'avant d'au moins 10 degrés et une capacité d'inclinaison vers l'arrière d'au moins 10 degrés. Ces capacités d'inclinaison sont mesurées à partir de la position verticale du mât;
- ii) Le mât **doit** permettre à l'opérateur d'avoir une vue dégagée des pointes de la fourche lorsque la fourche est au niveau du sol et que le mât est en position verticale.

b) Fourche

- i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'une fourche d'une longueur nominale de 1 828 mm (72 po); et
- ii) Sur demande du MDN, une fourche ayant une longueur nominale de 1 524 mm (60 po) ou de 1219 mm (48 po) **doit** être fournie et installée au lieu d'une fourche de 1 828 mm (72 po).

- c) Dossier - Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni d'un dossier du fabricant ayant une hauteur nominale de 1 219 mm (48 po);

- d) Accumulateur au niveau du mât - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un accumulateur au niveau du mât pour absorber

les forces d'impact pendant qu'il franchit des voies ferrées, des nids de poule et d'autres obstacles;

- e) **Système de mise au niveau de la fourche** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système de mise au niveau de la fourche qui permet de soulever des palettes inclinées jusqu'à au moins 15 % de chaque côté du chariot;
- f) **Dispositif de déplacement latéral/dispositif de positionnement de la fourche intégré** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un dispositif de déplacement latéral/dispositif de positionnement de la fourche intégré qui permet à l'opérateur (à partir de son poste) d'augmenter et de diminuer l'espace entre les deux parties de la fourche déchargée et de déplacer latéralement la fourche entièrement chargée en même temps de chaque côté du centre du tablier porte-fourche;
- g) **Crochet d'attelage fixé à l'arrière**
 - i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'un crochet d'attelage fixé sur pivot situé à l'arrière du chariot;
 - ii) Le crochet d'attelage **doit** être fixé à une hauteur d'au moins 710 mm (28 po) et d'au plus 813 mm (32 po) au-dessus du sol;
 - iii) Le crochet d'attelage **doit** accommoder un anneau d'accrochage à diamètre intérieur de 76 mm (3 po) et à épaisseur de 41 mm (1 5/8 po);
 - iv) Le crochet d'attelage **doit**^(B) avoir le NNO 2540-00-768-7455 (Holland Model CP-400-CA) ou un équivalent approuvé par l'autorité technique du MDN;
- h) **Dispositifs de fixation du véhicule**
 - i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'au moins quatre dispositifs de fixation du véhicule permanents et fixés de façon intégrale;
 - ii) Les dispositifs de fixation du véhicule, travaillant ensemble, **doivent** être conçus pour supporter une charge vers l'avant de 4 g, une charge vers l'arrière de 4 g, une charge vers le haut de 2 g et une charge latérale de 1,5 g (1 g = poids de transport de l'équipement). Ces charges ne sont pas imposées simultanément;
 - iii) Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être conçus/situés de façon à empêcher les déplacements

-
- pendant le transport sur des remorques à plateforme basse, des wagons et à bord des bateaux;
- iv) Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être situés de façon à permettre de fixer les câbles, les tendeurs à lanterne, les chaînes et les crochets;
 - v) Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être identifiés à l'aide de la charge maximale permise;
 - vi) Les marques de charge maximale permise des dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être peintes à l'aide d'une couleur contrastante;
 - vii) Les renseignements de fixation du véhicule **doivent** être illustrés dans le manuel de l'opérateur et dans la cabine du véhicule (sous la forme de décalcomanies);
- i) **Protection contre le vandalisme** - Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni d'une protection contre le vandalisme, y compris des fournitures permettant de verrouiller les capots, les bouchons de remplissage et la cabine avec morillons à cadenas;
- j) **Crochets de récupération**
- i) Le chariot élévateur **doit** être muni de crochets de récupération (boucles, crochets de remorquage ou un composant d'une capacité équivalente) à l'arrière du véhicule;
 - ii) Les crochets de récupération qui ne sont pas directement fixés au/fixés sur le châssis du véhicule **doivent** être approuvés par l'autorité technique;
- k) **Compartiment à outils**
- i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'un dispositif d'entreposage sécuritaire pour tous les outils et l'équipement non arrimé nécessaires à la maintenance quotidienne;
 - ii) Le dispositif d'entreposage des outils **doit** être à l'épreuve des conditions climatiques et protéger les outils et l'équipement non arrimé contre l'environnement;
- l) **Bouchons de remplissage**
- i) Le chariot élévateur doit être muni de bouchons de remplissage qui identifient clairement et de façon permanente le contenu;

-
- ii) Les bouchons de remplissage **doivent** être identifiés à l'aide de symboles internationaux, d'une norme (c.-à-d. SAE 10W30) ou être identifiés par écrit en français et en anglais;

m) **Système de caméras**

- i) Le chariot élévateur **doit** être équipé d'un système de caméras muni de systèmes de fixation réglables pour une caméra;
- ii) La caméra **doit** permettre à l'opérateur de voir devant et derrière le chariot élévateur;
- iii) La caméra avant **doit** permettre à l'opérateur de voir les bouts de la fourche;
- iv) La caméra arrière **doit** être fixée à l'arrière du chariot élévateur pour pouvoir servir de caméra de recul;
- v) Le système de caméras **doit** être muni d'un écran d'affichage dans la cabine qui est visible pour un opérateur assis dans son siège;

n) **Extincteur d'incendie**

- i) Le chariot élévateur **doit** être muni d'au moins un (1) extincteur d'incendie pour basses températures et portatif de 2,2 kg (4,85 lb, nominal) [bleu] ayant une cote ULC d'au moins 2A-10BC (NNO 4210-21-871-9134);
- ii) Le ou les extincteurs d'incendie **doivent** être posés de façon à ne pas nuire à l'utilisation du véhicule et à ne pas bloquer la vue de l'opérateur; ils **doivent** aussi être posés de façon à être faciles d'accès pour l'opérateur.

3.6 **Poste de l'opérateur**

3.6.1 **Cabine à SPCO**

- a) Le chariot élévateur **doit** être muni d'une cabine à structure de protection contre les chutes d'objets (SPCO);
- b) La cabine à SPCO **doit** être à l'épreuve des conditions climatiques, être pressurisée et isolée;
- c) La cabine à SPCO **doit** être munie d'un système de chauffage, de ventilation et de dégivrage capable de garder les fenêtres sans givre et humidité;
- d) La cabine à SPCO **doit** être munie de fenêtres à verre de sécurité standard avec teinté pour véhicules automobiles;

-
- e) La cabine à SPCO **doit** être munie d'un système de lave-glace et d'essuie-glace pour les fenêtres avant et arrière; et
 - f) La cabine à SPCO **doit** être munie de deux portes verrouillables, ou d'une porte et d'au moins une fenêtre identifiée visiblement comme étant une sortie de secours.

3.6.2 Siège de l'opérateur

- a) La cabine du chariot élévateur **doit** être munie d'un siège de l'opérateur coussiné à suspension pneumatique, avec recouvert de tissu, dossier et ceinture de sécurité; et
- b) Le siège de l'opérateur **doit** être réglable verticalement et vers l'avant/l'arrière sans que l'opérateur n'ait à se lever.

3.6.3 Rétroviseurs

- a) La cabine du chariot élévateur **doit** être munie de rétroviseurs réglables positionnés de façon à ce que l'opérateur puisse reculer sans danger;
- b) Si les rétroviseurs fixés à l'extérieur de la cabine sont utilisés, ils **doivent** pouvoir être chauffés en actionnant une commande dans la cabine;
- c) La surface non réfléchissante des rétroviseurs **doit** être de couleur noir mat; et
- d) Les rétroviseurs **doivent** être divisés et que 25 % de la surface réfléchissante comprenne un rétroviseur convexe.

3.6.4 Climatiseur

- a) La cabine du chariot élévateur **doit** être munie d'un climatiseur;
- b) Le climatiseur ne **doit** pas utiliser de frigorigène qui appauvrit la couche d'ozone.

3.7 Châssis - Le châssis du chariot élévateur **doit** être un châssis non articulé pour un véhicule de ce type et de cette taille.

3.8 Moteur - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un moteur diesel qui atteint ou dépasse la certification Tier-4i.

3.8.1 Réservoirs à carburant - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un réservoir à carburant pouvant alimenter le moteur pendant au moins 8 heures.

3.8.2 Aides au démarrage à froid du moteur

- a) Le moteur **doit** être muni d'aides au démarrage à froid lui permettant de démarrer à -40° C;
- b) Le moteur **doit**^(E) être muni d'un ou de plusieurs réchauffeurs d'huile et d'antigel de 110 V c.a. ayant une capacité recommandée par le fabricant du moteur ou se conformant à la norme SAE J1310;
- c) Le moteur **doit** être muni des aides au démarrage à froid du fabricant (cela peut comprendre un système des bougies de préchauffage ou un système de préchauffage de l'air d'admission);
- d) Le moteur **doit** être muni d'un système de préchauffage de l'antigel fonctionnant au carburant :
 - i) Le système de préchauffage **doit** avoir une puissance d'au moins 8,8 kWh (30 000 BTU);
 - ii) Le système de préchauffage **doit** être complété par un dispositif de contrôle en cabine programmable, ce qui comprend un circuit de minutage automatique à démarrage retardé pouvant atteindre au moins 24 heures;
 - iii) Le modèle du système de préchauffage **doit**^(E) être approuvé par l'autorité technique. Le modèle préféré est celui dont le NNO est 2990-12-357-4265 (Espar Hydronic M10);
 - iv) Le système de préchauffage **doit** être situé à un endroit où il est facile d'effectuer son inspection, sa réparation ou son remplacement pour le personnel des FC en un maximum de 30 minutes;
- e) Le moteur **doit** être muni d'un filtre à carburant /séparateur d'eau incorporant un système de chauffage électrique;
- f) Le chariot élévateur **doit** être muni des dispositifs de recouvrement des côtés du compartiment du moteur pour limiter l'entrée d'air froid dans le compartiment du moteur;
- g) Le moteur **doit** être muni d'un réchauffeur de carburant sur canalisation à commande thermostatique;

-
- h) Le chariot élévateur **doit** être muni d'un capot à mécanisme de verrouillage de type loquet résistant à la corrosion.

3.9 Boîte de vitesses

- 3.9.1 Le chariot élévateur **doit** être muni d'une boîte de vitesses automatique à changements de rapport sous charge d'au moins trois (3) rapports de marche avant et trois (3) rapports de marche arrière;

- 3.9.2 La transmission **doit** être munie d'une commande de micromouvements qui permet à l'opérateur d'utiliser la fourche pendant que le chariot élévateur roule à basse vitesse;

3.9.3 Quatre roues motrices

- a) Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système à quatre roues motrices;
- b) Le système à quatre roues motrices **doit** distribuer la puissance également à toutes les roues lorsqu'il est actionné.

- 3.10 Système de freinage - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système de freinage de service, y compris un frein de stationnement, qui **doit**^(E) se conformer à la norme CAN/CSA B335-04.

3.11 Direction

- 3.11.1 Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système de direction aux 4 roues commandé par le conducteur qui **doit**^(E) être conforme à la norme CAN/CSA B335-04;

- 3.11.2 La direction du chariot élévateur **doit** se faire à l'avant seulement lorsque le mode de direction à 2 roues est sélectionné;

- 3.11.3 La direction **doit** être munie d'une colonne de direction réglable (inclinable et télescopique).

3.12 Roues, jantes et pneus

- 3.12.1 Le chariot élévateur **doit** être muni de pneus radiaux sans chambre à air pneumatiques à bande de roulement quatre saisons.

3.13 Commandes

3.13.1 Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système de commande de type manche à balai pour contrôler le mât;

3.13.2 Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système permettant de s'assurer que le moteur peut seulement être démarré lorsque toutes les commandes sont en position neutre.

3.14 **Instruments** - Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni d'un horamètre mécanique qui affiche le temps d'utilisation cumulé jusqu'à concurrence de 9 999 heures.

3.15 **Circuit électrique**

3.15.1 **Klaxon** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un klaxon actionné par le conducteur et facile d'accès;

3.15.2 **Alarme de recul** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'une alarme de recul pour alerter le personnel que la boîte de vitesses du véhicule est en marche arrière.

3.16 **Éclairage**

3.16.1 **Feu stroboscopique de marche arrière**

a) Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni d'un feu stroboscopique rouge fixé à l'arrière du chariot;

b) Le feu stroboscopique rouge **doit** être activé lorsque la boîte de vitesses est en marche arrière;

3.16.2 **Feu stroboscopique jaune**

a) Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni d'un feu clignotant omnidirectionnel jaune;

b) Le feu clignotant **doit** fonctionner en continu lorsque le commutateur d'allumage du véhicule est en position ON;

3.16.3 **Feux de travail/clignotants**

a) Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni de deux feux de travail à DEL réglables orientés vers l'avant du chariot;

b) Le chariot élévateur **doit**^(E) être muni de deux feux de travail à DEL réglables orientés vers l'arrière du chariot;

-
- c) Le chariot élévateur **doit** être muni de feux d'arrêt fixés à l'arrière;
 - d) Le chariot élévateur **doit** être muni de clignotants fixés à l'avant et à l'arrière;
 - e) La commande des clignotants **doit** être fixée sur la colonne de direction.
- 3.17 **Système hydraulique** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système hydraulique qui aide au fonctionnement de tous les composants hydrauliques.
- 3.18 **Lubrifiants et liquides hydrauliques** - Le chariot élévateur **doit** pouvoir utiliser des liquides hydrauliques et des lubrifiants standard non exclusifs.
- 3.19 **Système de graissage automatique**
- 3.19.1 Le chariot élévateur **doit** être muni d'un système de graissage automatique;
 - 3.19.2 Le système **doit** automatiquement fournir de la graisse à tous les points de graissage recommandés par le fabricant;
 - 3.19.3 La quantité de graisse fournie aux points de graissage **doit** être conforme aux spécifications du fabricant;
 - 3.19.4 Le système **doit** comprendre un voyant indicateur de fonctionnement dans le poste de l'opérateur; il **doit** aussi comprendre une alarme de faible niveau de graisse.
- 3.20 **Peinture** - Le chariot élévateur **doit** être peint à l'aide de couleurs commerciales résistantes à la corrosion et très durables.
- 3.21 **Identification** - Le chariot élévateur **doit** être muni d'une plaque d'identification indiquant de façon permanente le nom du fabricant, le modèle et le numéro de série dans un endroit bien à la vue et protégé.
- 3.22 **Instruments, décalcomanies et plaques de données**
- 3.22.1 Les instruments, les décalcomanies et les plaques de données fournis et installés sur le chariot élévateur **doivent** être en mesures métriques;
 - 3.22.2 Les instruments, les décalcomanies et les plaques de données **doivent** être identifiés à l'aide de symboles

internationaux. Lorsque l'utilisation de symboles internationaux est impossible, des inscriptions bilingues (en anglais et en français) **doivent** être fournies et installées;

- 3.22.3 Des plaques de données donnant des avertissements et des précautions **doivent** être fournies et installées en format bilingue.

4. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

4.1 Documentation et articles de soutien

4.1.1 Articles fournis avec chaque véhicule

a) Manuels de l'opérateur

- i) Un exemplaire papier du manuel de l'opérateur portant sur l'utilisation sécuritaire de toutes les caractéristiques du véhicule et comprenant des renseignements sur tous les accessoires fournis et installés **doit** être remis;
- ii) Le manuel de l'opérateur **doit** être bilingue;
- iii) En plus de l'exemplaire papier, un exemplaire électronique du manuel de l'opérateur (en bâton de mémoire portable USB) **doit** être remis;
- iv) L'exemplaire électronique ne **doit** pas nécessiter de mot de passe ou de branchement Internet pour être fonctionnel;

b) Manuels de maintenance (réparation en atelier)

- i) Des manuels de maintenance bilingue avec un outil de recherche, en format électronique sur un CD, DVD ou l'Équivalent, **doivent** être fournis pour la maintenance et la réparation du véhicule;
- ii) Les manuels électroniques ne **doivent** pas nécessiter de mot de passe ou de branchement Internet pour être fonctionnels;
- iii) L'ensemble des manuels de maintenance électroniques **doit** comprendre un manuel des pièces;

c) Lettre de garantie

- i) Un exemplaire papier de la lettre de garantie bilingue complétée **doit** être remis. L'autorité technique rendra disponible un exemplaire échantillon de la lettre de garantie pour établir un format acceptable.

d) Ensemble de pièces initial

- i) Un ensemble de pièces initial **doit** être remis;
- ii) L'ensemble de pièces initial **doit** comprendre un ensemble complet de filtres et d'éléments filtrants provenant de l'équipementier;

e) Fiches signalétiques

- i) Un ensemble de fiches signalétiques **doit** être remis;

-
- ii) Les fiches signalétiques **doivent** être les mêmes que celles remises à l'autorité technique conformément au paragraphe 4.1.2 g).

4.1.2 Articles fournis à l'autorité technique

a) Résumé de données

- i) Un résumé de données bilingue **doit** être remis avec des données et une image du véhicule sur le formulaire fourni par l'autorité technique;
- ii) Le résumé de données **doit** être remis avant que le ou les chariots élévateurs soient envoyés à destination;

b) Photographies

- i) Deux (2) images numériques, une vue du trois-quarts avant gauche et une du trois-quarts arrière droit de le chariot élévateur **doivent** être fournies avant que toute le chariot élévateur soient envoyés à destination;
- ii) On préfère que les images aient un arrière-plan non encombré;
- iii) Les images **doivent** avoir une résolution d'au moins dix (10) mégapixels;

c) Manuels à approuver

- i) Un ensemble de manuels à approuver (en format numérique recherchable), y compris les manuels de maintenance et de l'opérateur, **doit** être fourni au plus tard quarante-cinq (45) jours avant que le ou les chariots élévateurs soient envoyés à destination;
- ii) Les manuels à approuver ne seront pas retournés à l'expéditeur;
- iii) Des commentaires ou une approbation des manuels seront fournis à l'entrepreneur dans un délai de quinze (15) jours ouvrables après la réception des manuels par l'autorité technique;
- iv) L'entrepreneur **doit** réviser les manuels pour tenir compte des commentaires faits par l'autorité technique;
- v) L'entrepreneur **doit** obtenir une approbation écrite de l'autorité technique pour le manuels avant que le ou les chariots élévateurs ne soient envoyés à destination;

-
- d) **Lettre de garantie** - L'entrepreneur **doit** remettre un exemplaire de la lettre de garantie (en format électronique) à l'autorité technique pour chaque chariot élévateur avant que le ou les chariots élévateurs soient envoyés à destination;
- e) **Liste des pièces de l'ensemble de pièces initial** - Une liste des pièces incluses dans l'ensemble de pièces initial dont on parle au paragraphe 4.1.1 e) **doit** être remise avant que le ou les chariots élévateurs ne soient envoyés à destination;
- f) **Liste des pièces utilisées pour la maintenance préventive**
- i) L'entrepreneur **doit** remettre à l'autorité technique, une liste des pièces nécessaires pour effectuer la maintenance préventive d'un chariot élévateur avant que le ou les chariots élévateurs ne soient envoyés à destination;
 - ii) La liste **doit** comprendre l'ensemble de pièces initial et tout article supplémentaire recommandé par l'équipementier (si l'entrepreneur n'est pas l'équipementier) pour révision et acceptation par l'autorité technique;
 - iii) La liste **doit** comprendre les éléments suivants au moins :
 - 1) Description de la pièce;
 - 2) Numéro de pièce d'équipementier;
 - 3) Quantité suggérée;
 - 4) Coût unitaire;
- g) **Fiches signalétiques**
- i) L'entrepreneur **doit** remettre une liste de toutes les matières dangereuses utilisées sur le véhicule;
 - ii) Si aucune matière dangereuse n'est utilisée, cela doit être mentionné à la place de la liste;
 - iii) L'entrepreneur **doit** remettre des fiches signalétiques de toutes les matières dangereuses de la liste.

4.2 **Formation**

- 4.2.1 L'entrepreneur **doit** fournir un cours de formation pour l'opérateur de 1 jour (8 heures) à chaque lieu de livraison pour un maximum de 8 employés à une date décidée par l'entrepreneur et l'autorité technique du MDN;
- 4.2.2 L'entrepreneur **doit** fournir un cours de formation de trois

-
- (3) jours (24 heures) pour la personne chargée de la maintenance, à chaque lieu de livraison et pour un maximum de huit (8) employés à une date décidée par l'entrepreneur et l'autorité technique du MDN;
- 4.2.3 La formation doit être complétée au plus tard un (1) mois après la livraison de chaque véhicule. Elle **doit** comprendre l'utilisation détaillée et l'entretien normal du véhicule/de l'équipement;
- 4.2.4 La formation **doit** être disponible dans les deux langues officielles comme demandé par l'autorité technique;
- 4.2.5 Après chaque séance de formation, l'entrepreneur **doit** faire signer une « PREUVE DE SUIVI DE FORMATION » par un représentant du MDN de l'unité qui reçoit la formation. L'autorité technique remettra un exemplaire échantillon de ce document en format électronique à l'entrepreneur avant le début de la formation; et
- 4.2.6 L'entrepreneur **doit** fournir une copie signée de la preuve de suivi la formation à l'Autorité technique dans cinq (5) jours ouvrables après la formation est terminée.

5. **ESSAIS D'ACCEPTATION**

- 5.1 Le premier système **doit** être examiné et testé (rendement) par l'entrepreneur à l'installation de l'entrepreneur ou au lieu de livraison (le choix est laissé à la discrétion de l'autorité technique du MDN) pour assurer le respect des exigences du présent document;
- 5.2 L'entrepreneur **doit** organiser le premier essai d'article et fournir le personnel et l'équipement/les outils nécessaires pour l'effectuer;
- 5.3 L'autorité technique du MDN choisira des articles pour l'essai conformément aux caractéristiques de rendement décrites à la section 3 de ce document et fournira un plan d'essai avant que l'essai ne soit effectué;
- 5.4 L'autorité technique du MDN ou son représentant peut assister à cet essai pour évaluer le comportement; et
- 5.5 L'entrepreneur **doit** corriger tous les lacunes en fonction du matériel, de fonction, et du rendement du véhicule qui sont identifiées lors de l'essai de premier article préalable à l'expédition du chariot élévateur ou des chariots élévateurs aux destinations de livraison.

6. ÉTAT À LA LIVRAISON

- 6.1 Le chariot élévateur **doit** être livré à destination dans un état entièrement opérationnel (entretenu et réglé) avec l'intérieur et l'extérieur nettoyés;
- 6.2 Si le véhicule doit être monté à destination, l'entrepreneur **doit** fournir la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires au montage;
- 6.3 Si nécessaire, un espace de travail sera habituellement fourni au lieu de livraison pour faciliter le montage du véhicule;
- 6.4 Tous les articles comme les clés pour écrous de roues, les crics, et tous les autres outils, équipements et accessoires, qui sont envoyés non arrimés avec l'équipement, **doivent** être énumérés sur le certificat d'envoi ou sur une note d'emballage jointe; et
- 6.5 Le ou les réservoirs à carburant du chariot élévateur **doivent** être au moins à moitié pleins lors de leur livraison.